



Bureau Sous-Régional pour l'Afrique de l'Ouest

Vingt-deuxième Session du Comité Intergouvernemental de
Hauts fonctionnaires et d'Experts (22^{ème} CIE)

Robertsfield (Liberia)
08 -10 Mai 2019

ECA/WA/ICE/22/03

Distr. : limitée
25 avril 2019

Document : Français
Texte original : Français

PROFIL SOCIOECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Table des matières

Liste des tableaux.....	ii
Liste des figures	ii
Sigles et abréviations	iii
1. Environnement économique international.....	1
1.1. Contexte mondial et implications pour le continent africain.....	1
1.2. Développements récents et perspectives en Afrique	1
2. Situation économique et sociale récente et perspectives 2020 en Afrique de l'Ouest	3
2.1. Performances économiques	3
2.1.1. Croissance économique.....	3
2.1.2. Inflation.....	5
2.1.3. Finances publiques.....	6
2.1.4. Compte extérieur	7
2.1.5. Intégration régionale :Convergence macroéconomique et intégration commerciale	8
2.2. Performances sociales	10
2.2.1. Démographie.....	11
2.2.2. Indice de développement humain.....	14
2.2.3. Emploi et Pauvreté.....	14
2.2.4. Egalité de genre	16
3. Environnement : Situation climatique et risques en Afrique de l'Ouest	18
3.1. Température	18
3.2. Précipitations.....	19
3.3. Risques significatifs liés à la météo en 2018	20
4. Recommandations	22
Références.....	23
Annexes	24

Liste des tableaux

Tableau 1: Marge budgétaire des pays de la CEDEAO en 2018 (% du PIB).....	7
Tableau 2: Évolution des cours de quelques principaux produits de base exportés par la région entre 2017 et 2018.....	8
Tableau 3: Nombre de pays ayant rempli les critères de convergence au sein de la CEDEAO.....	9
Tableau 4: Évolution de la contribution des États membres de la CEDEAO au commerce intra-régional (%).....	10

Liste des figures

Figure 1: Évolution récente de la croissance économique en Afrique (%).....	2
Figure 2: Évolution de l'inflation en Afrique (%).....	3
Figure 3: Taux de croissance du PIB réel des États membres de la CEDEAO (%).....	4
Figure 4: Prix à la consommation (moyenne annuelle, variation en %).....	5
Figure 5: Évolution du nombre moyen d'années d'éducation dans les pays de la CEDEAO.....	12
Figure 6: Pourcentages d'écoles ayant accès à l'électricité dans les pays de la CEDEAO.....	12
Figure 7: Taux de mortalité maternel dans les pays de la CEDEAO (nombres de cas pour 100000 naissances vivantes).....	13
Figure 8: Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans dans les pays de la CEDEAO (nombre de cas pour 1000 naissances vivantes).....	13
Figure 9: Proportions d'emplois vulnérables dans les pays de la CEDEAO en 2017 (%).....	15
Figure 10: Corrélation entre le taux d'emplois vulnérables dans les pays de la CEDEAO et la proportion de travailleurs dont le niveau d'instruction est inférieur au niveau d'éducation primaire.....	16
Figure 11: Score de participation des femmes au marché du travail dans la CEDEAO.....	17
Figure 12: Indices de parité des sexes du taux brut de scolarisation dans le primaire, le secondaire et le supérieur dans les pays de la CEDEAO.....	18
Figure 13: Anomalies de température en Afrique de l'Ouest.....	19
Figure 14: Tendances saisonnières.....	19
Figure 15: Tendances annuelles des précipitations.....	20
Figure 16: Risques significatifs liés au climat en 2018 et leurs impacts sur l'Afrique de l'ouest.....	20
Figure 17: Scénarii de risques basés sur les indices de précipitation valides pour l'horizon 2011-2040 sur l'Afrique de l'Ouest.....	22

Sigles et abréviations

CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
DAESNU	Division des affaires économiques et sociales des Nations Unies
FMI	Fonds monétaire international
IDH	Indice de développement humain
IDE	Investissement direct étranger
ODD	Objectifs de développement durable
OIT	Organisation internationale du travail
PIB	Produit intérieur brut
PPTE	Pays pauvres très endettés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
TEC	Tarif extérieur commun
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine
ZMAO	Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest

1. Environnement économique international

1.1. Contexte mondial et implications pour le continent africain

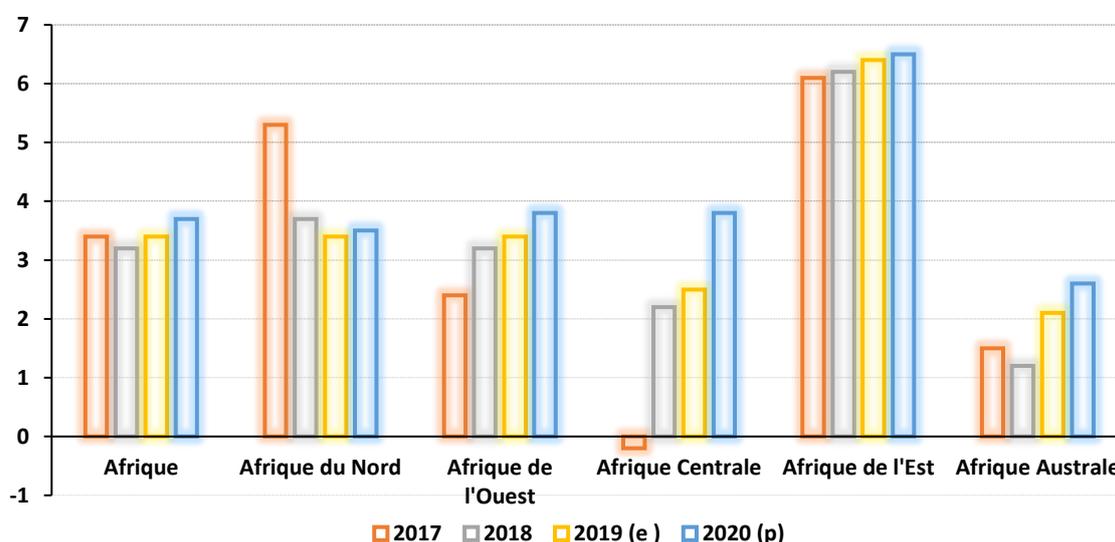
1. L'année 2018 a été marquée par un renforcement de la croissance mondiale. Le volume des activités économiques a évolué à la hausse dans plus de la moitié des pays entre 2017 et 2018. Le taux de croissance économique s'est établi à 3,2% en 2018 contre 3,1% en 2017.
2. Si de nombreux pays ont enregistré de bonnes performances, la dynamique de l'activité économique a été toutefois mitigée selon les régions du monde. L'activité économique s'est globalement accélérée dans les économies en transition (2,1% en 2018 contre 2,0% en 2017) alors qu'elle a stagné dans les économies développées (2,2% aussi bien en 2018 qu'en 2017) et s'est quelque peu ralentie dans les économies en développement (4,4% en 2018 contre 4,5% en 2017). Les États Unis ont connu une croissance plus vigoureuse en 2018 qu'en 2017 (2,8% contre 2,2%). Les économies de la zone Euro ainsi que la Chine ont évolué à un rythme de croissance plus lent que l'année précédente (1,8% contre 2,2 et 6,6% contre 6,9% respectivement). Mais la Chine reste sur une trajectoire de croissance particulièrement forte.
3. Malgré les évolutions positives actuelles, des risques et incertitudes subsistent. Ceux-ci sont à la fois inhérents à l'impact dépressif probable sur la demande globale des différends commerciaux existant entre les Etats Unis et la Chine, au durcissement des conditions financières dans les pays développés et aux tensions géopolitiques latentes, en particulier aux conflits au moyen Orient et leur impact potentiel sur la volatilité des cours de produits stratégiques tels que le pétrole.
4. De par leur capacité à fragiliser l'activité économique et en particulier la production industrielle dans les pays développés et dans les pays émergents, ces risques et incertitudes pourraient occasionner un ralentissement de la demande exprimée pour les produits exportés par le continent africain et des coûts de financement plus élevés dans le cadre de la poursuite des investissements prévus dans les plans de développement. Le taux de croissance de l'économie mondiale devrait, selon les prévisions, se stabiliser en 2019 à son niveau de 2018 (DAESNU, 2019).

1.2. Développements récents et perspectives en Afrique

5. Le rythme de croissance des activités économiques sur le continent s'est quelque peu ralenti entre 2017 et 2018 en raison notamment des performances modérées réalisées par les pays exportateurs de minerais. Le taux de croissance économique s'est chiffré à 3,2% en 2018 contre 3,4% l'année précédente.
6. L'activité économique sur le continent a été davantage tirée par les bonnes performances réalisées par les économies d'Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Centre qui ont vu croître leurs PIB réels à des rythmes plus élevés que ceux enregistrés l'année précédente. Les taux de croissance économique se sont respectivement établis dans ces régions à 6,2%, 3,2% et 2,3% en 2018 contre 6,1%, 2,4% et -0,2% en 2017. L'Afrique de l'Est réalise des taux de croissance vigoureux et de plus en plus accélérés depuis 2016. L'activité économique dans cette région du continent est entretenue par le dynamisme de la demande domestique et les investissements en cours dans le domaine des infrastructures. L'Afrique Centrale est sortie de la récession en 2018 grâce à la remontée des cours du pétrole et du gaz naturel et aux bonnes performances réalisées dans l'agriculture, le secteur manufacturier et celui des services par les pays de cette région.

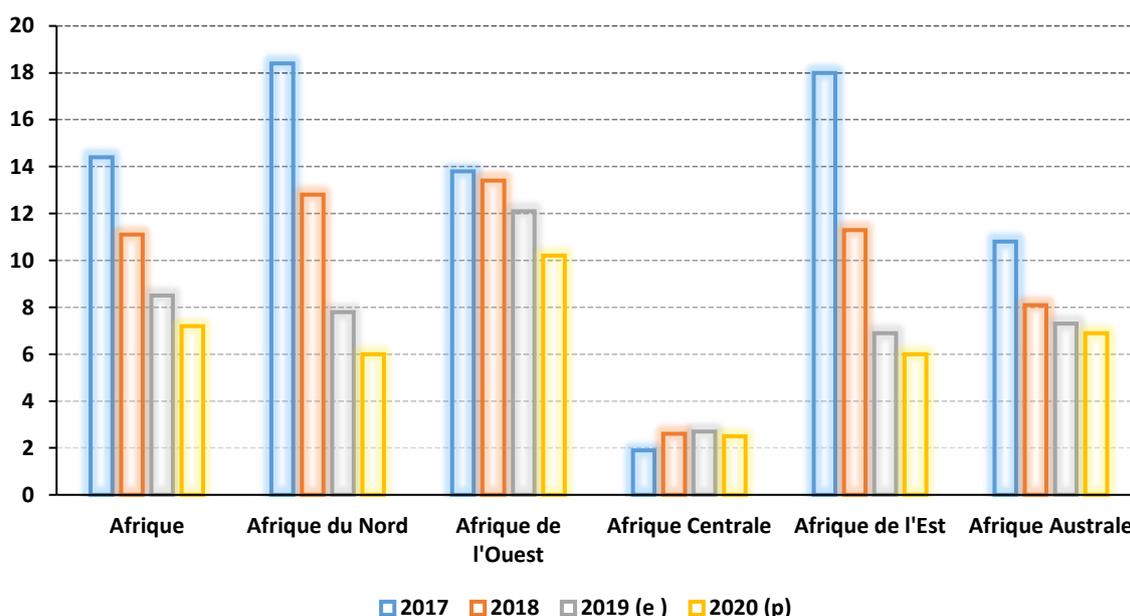
7. A l'opposé, les évolutions modérées de l'activité économique en Afrique Australe et du Nord ont quelque peu concouru à entretenir le ralentissement de la croissance économique sur le continent. L'Afrique Australe a enregistré le taux de croissance économique régional le moins élevé du continent en 2018, en baisse par rapport à 2017 (1,2% contre 1,5% en 2017) du fait des contre-performances de l'Afrique du Sud (0,8% de taux de croissance en 2018 contre 1,3% en 2017). Quoiqu'ayant bénéficié de la remontée des cours de ses principaux produits de base et d'une conjoncture extérieure accommodante, en particulier dans les économies d'Europe, l'Afrique du Nord a, à l'image de l'Afrique Australe, réalisé un taux de croissance économique plus faible en 2018 qu'en 2017 (3,7% contre 5,3%) du fait du ralentissement de l'activité économique en Lybie et des contre-performances du Soudan.
8. L'inflation s'est globalement atténuée en Afrique en 2018. Le taux d'inflation est ressorti à 11,1% contre 14,4% en 2017. L'Afrique de l'Ouest, du Nord et de l'Est sont les régions du continent qui ont davantage alimenté l'inflation en Afrique en 2018. Chacune de ces régions a enregistré un taux d'inflation à deux chiffres. Elle a été relativement modérée en Afrique Australe (8,1%) et en Afrique Centrale (2,6%).
9. L'inflation devrait reculer significativement en Afrique en 2019 et en 2020 pour s'établir respectivement à 8,5% et à 7,2% et autoriser une relative stabilité des taux de changes des monnaies dans la plupart des économies.
10. Les prévisions et projections de taux de croissance économique pour le continent en 2019 et 2020, sont respectivement de 3,4% et de 3,7%. Le renforcement de l'activité économique en 2019 en Afrique devrait globalement être impulsé par un renforcement de la demande intérieure, une expansion des investissements en infrastructure, et un accroissement de la production du pétrole avec la remontée des cours.

Figure 1: Évolution récente de la croissance économique en Afrique (%)



Source : DAESNU (2019)

Figure 2: Évolution de l'inflation en Afrique (%)



Source : DAESNU (2019)

2. Situation économique et sociale récente et perspectives 2020 en Afrique de l'Ouest

2.1. Performances économiques

11. L'examen des performances économiques de l'Afrique de l'Ouest portera sur l'évolution de l'activité économique, l'inflation, la situation des finances publiques, du compte courant et l'intégration régionale.

2.1.1. Croissance économique

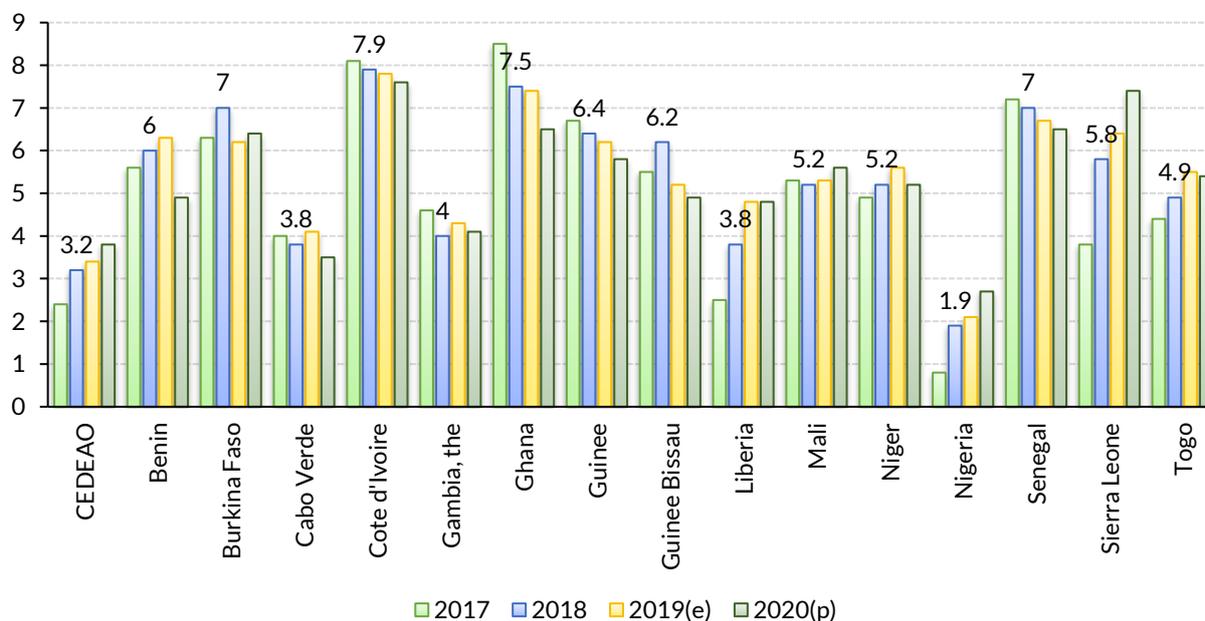
12. Avec un PIB estimé à environ 600 milliards de dollars américains en 2018, la CEDEAO représente à peu près 24% du PIB de l'Afrique. L'activité économique dans la région a connu une accélération en 2018 alimentée par l'accroissement des cours et de la production du pétrole au Nigéria et au Ghana, le dynamisme du secteur des services, ainsi que celui de la demande intérieure et des investissements publics en infrastructures. Le taux de croissance économique s'est affiché à 3,2% contre 2,4% en 2017.
13. L'activité économique dans la communauté reste fortement influencée par les développements au Nigéria qui représente près de 70% du PIB de la région. Son taux de croissance s'est accéléré, passant de 0,8% en 2017 à 1,9% en 2018. Le Ghana, seconde économie de la région, a maintenu un taux de croissance économique vigoureux en 2018 (7,5%) grâce un accroissement de la demande interne stimulée par la baisse du niveau général des prix.
14. L'activité économique a été également solide en 2018 dans les pays de l'UEMOA qui ont enregistré dans leur quasi-totalité des taux de croissance supérieurs à 5%¹. La Côte d'Ivoire, a réalisé la meilleure performance de la région, avec un taux de croissance de 7,9%. Le Burkina Faso et le Sénégal ont obtenu des taux de croissance de 7%. Le Cabo Verde et le Libéria sont les

¹ Sauf le Togo qui a enregistré 4,9% de croissance en 2018.

pays de la région qui ont enregistré, après le Nigéria, les taux de croissance économique les plus bas de la communauté en 2018 (3,8%). Cependant, la croissance de l'activité économique au Libéria se fait de plus en plus forte depuis la récession enregistrée par le pays en 2016.

15. Selon les prévisions et projections, l'activité économique devrait continuer à s'accélérer dans la région en 2019 et en 2020. Les taux de croissance économique devraient atteindre 3,4% en 2019 et 3,8% en 2020 en raison des bonnes perspectives dans le secteur du pétrole et dans l'essentiel des économies de la zone. La demande domestique devrait rester robuste, les termes de l'échange s'améliorer, de même que les flux d'IDE. En particulier, le Nigéria devrait consolider ses performances en 2019 et en 2020 en réalisant des taux de croissance accélérés de 2,1% et de 2,7%.
16. Il est aussi prévu que les autres pays de la région réalisent des taux de croissance élevés en 2019 et en 2020. En particulier, il est attendu que les pays de la zone UEMOA enregistrent dans leur totalité, des taux de croissance supérieurs à 5,5%, soutenus par la hausse de la production agricole, le dynamisme du secteur des services et les investissements publics en cours. Le Ghana devrait également obtenir en 2019 et en 2020 des taux de croissance supérieurs à 6% (7,4% et 6,5% respectivement).
17. Au-delà des risques inhérents à la conjoncture extérieure (ralentissement de la demande mondiale, fluctuations des cours du pétrole, etc.), les variations climatiques (susceptibles d'affecter négativement la production agricole ainsi que le prix des biens alimentaires), les troubles civils et les menaces sécuritaires, en particulier dans la région du Sahel, constituent les événements majeurs qui pourraient contrarier l'activité économique à court et moyen termes dans la région.

Figure 3: Taux de croissance du PIB réel des États membres de la CEDEAO (%)

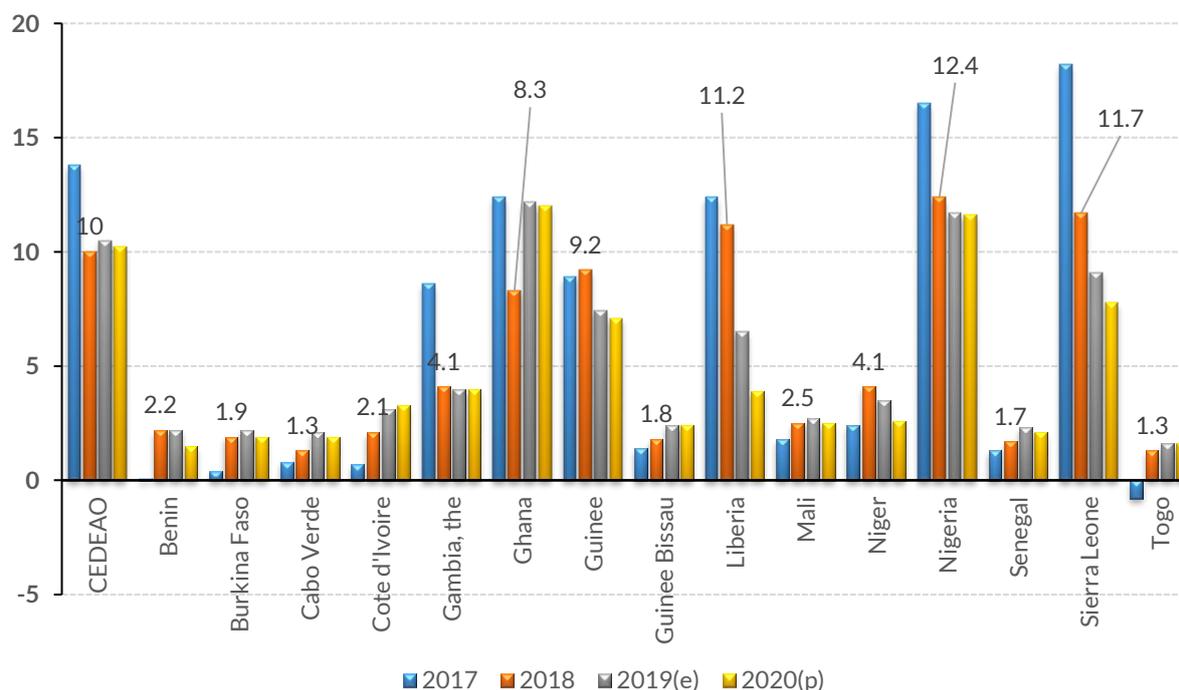


Source : CEA à partir de DAESNU (2019)

2.1.2. Inflation

18. L'inflation a été particulièrement élevée dans la région Ouest africaine en 2018 quoiqu'en légère baisse par rapport à 2017 (10% en 2018 contre 13,8%) du fait des pressions inflationnistes enregistrées au Nigeria, en Sierra Leone, et au Liberia. Les mauvaises récoltes agricoles enregistrées notamment dans la région du Sahel, l'élévation du prix des produits importés et des coûts de production lié à la remontée des cours du pétrole ont été les facteurs qui ont maintenu le niveau général des prix à un seuil relativement élevé dans la région.
19. Comme de coutume, l'inflation a été modérée dans la zone UEMOA et est demeurée en deçà de 3% dans l'essentiel des pays. Sur les huit pays que compte l'Union, seul le Niger (4,1%) a enregistré en 2018, un niveau d'inflation supérieur à la cible de 3% retenue au sein de l'UEMOA. Dans la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), les pays ont généralement atteint des taux d'inflation à deux chiffres. Le taux d'inflation est resté particulièrement élevé au Nigéria en 2018 en dépit du repli enregistré par rapport à 2017 (12,4% contre 16,5%). Comme dans les pays de la zone UEMOA, l'inflation a été également maîtrisée au Cabo Verde en 2018 (1,3%).
20. En 2019, l'inflation devrait rester relativement stable en raison de la remontée des cours du pétrole au Nigeria qui contribuera à stabiliser le taux de change du Naira, la monnaie Nigériane, et de la politique monétaire restrictive en cours dans ce pays². Mais son niveau devrait demeurer supérieur au seuil maximal de 10% admis dans le cadre de la convergence macroéconomique de la CEDEAO (10,5%).

Figure 4: Prix à la consommation (moyenne annuelle, variation en %)



Source : DAESNU, CBN et FMI (2019)

² La Banque Centrale du Nigéria a décidé de maintenir stable (à 14%) son taux d'intérêt directeur malgré les évolutions positives actuelles en raison des incertitudes qui entourent la conjoncture mondiale, notamment du conflit commercial opposant les Etats Unis et la Chine, deux partenaires commerciaux importants du Nigéria.

2.1.3. Finances publiques

21. Les niveaux de mobilisation des recettes fiscales apparaissent relativement faibles dans la région. Le niveau des recettes fiscales (dons compris) s'est affiché à 9,6% du PIB dans la CEDEAO en 2018 contre 18,8% du PIB en Afrique. Les faibles performances enregistrées par la région ouest africaine s'agissant de la mobilisation des recettes sont liées au niveau relativement bas de recouvrement des recettes fiscales au Nigéria (environ 6% du PIB en 2018).
22. Le déficit budgétaire de la région Ouest africaine s'est légèrement réduit, passant de 5% à 4,9% du PIB entre 2017 et 2018. Son évolution à la baisse résulte des efforts d'assainissement des finances publiques qui ont cours dans de nombreux pays de la région³.
23. Six pays sur les quinze que compte la CEDEAO ont vu reculer leurs déficits en 2018 par rapport à 2017 mais seulement trois pays (la Gambie, la Guinée et la Guinée Bissau avec des déficits budgétaires exprimés en proportion du PIB de 2,5%, de 2,2% et de 2,6% respectivement) contre sept en 2017, ont réussi à le placer en dessous de la norme de 3% du PIB recommandée dans le cadre des critères de convergence de la CEDEAO. Le Ghana (6%), le Niger (5,9%), la Sierra Leone (9,8%), le Liberia (5,1%) et le Nigeria (5,1%) sont en 2018, les pays de la communauté qui détiennent les ratios de déficits budgétaires les plus élevés.
24. Relativement à la dynamique de l'endettement, l'on note un ré-endettement relativement rapide des États membres de la communauté depuis l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE dont treize États, membres de la région ont bénéficié⁴. Le ratio de la dette de la CEDEAO par rapport au PIB de cette région s'est accru de près de 15 points de pourcentage sur les 4 dernières années, passant de 20,3% du PIB en 2015 à 35% du PIB en 2018. Bien que nettement inférieur au seuil maximal de 70% adopté dans le cadre du dispositif de convergence macroéconomique, le rythme de progression fait craindre un risque de surendettement dans certains pays.
25. Les niveaux d'endettement des pays de la région varient de 28,4% au Nigeria à 130% au Cabo Verde. En plus du Cabo Verde, 4 pays de la région, la Gambie (82,8%), le Ghana (71,2%), la Sierra Leone (79,2%) et le Togo (71,5%) ont un niveau d'endettement supérieur à 70%.
26. Quoique le ratio dette globale/PIB soit relativement bas dans certains pays comme le Nigéria (28,4%), le service de la dette absorbe une part considérable de ses recettes fiscales. En 2018, le montant des intérêts payés sur la dette intérieure par le gouvernement fédéral Nigérien représentait 60% de ses recettes fiscales (FMI, 2019).
27. L'essentiel des pays de la région a une marge de manœuvre budgétaire limitée. La marge de manœuvre budgétaire se définit comme étant la différence entre le plafond d'endettement et le niveau d'endettement actuel d'un pays.

³ Par exemple, les mesures d'assainissement des finances publiques au Togo concernent principalement le renforcement de la collecte des recettes et la rationalisation des dépenses non prioritaires, la Côte d'Ivoire a initié des mesures pour réduire les risques budgétaires en restructurant la raffinerie nationale et en poursuivant la restructuration des banques publiques, le Mali a étendu son périmètre de fiscalité intérieure, poursuit la modernisation de la gestion des archives de la conservation foncière, renforce son système d'information et intensifie les actions de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

⁴ Le Cabo Verde et le Nigéria n'avaient pas bénéficié de l'initiative PPTTE.

Tableau 1: Marge budgétaire des pays de la CEDEAO en 2018 (% du PIB)

Zones géographiques	Marge budgétaire (plafond de 50% du FMI pour les pays en développement)	Marge budgétaire (plafond de 70% de la CEDEAO)
Benin	-6,8	13,2
Burkina Faso	8,8	28,8
Cabo Verde	-80,0	-60,0
Côte d'Ivoire	1,2	21,2
Gambia, the	-32,8	-12,8
Ghana	-21,2	-1,2
Guinée	9,6	29,6
Guinée Bissau	-5,3	14,7
Liberia	9,9	29,9
Mali	13,1	33,1
Niger	3,7	23,7
Nigéria	21,6	41,6
Sénégal	-0,4	19,6
Sierra Leone	-29,2	-9,2
Togo	-25,7	-5,7
CEDEAO	15,0	35,0

Source : Calculs CEA.

Note: Deux seuils plafonds ont été considérés ; celui utilisé par le FMI pour les pays en développement (50% du PIB) et celui retenu dans le cadre des critères de convergence macroéconomique de la CEDEAO (70% du PIB)

28. Le Nigéria dispose de la plus grande marge de manœuvre budgétaire dans la région (21,6% du PIB en 2018 lorsque le plafond d'endettement est fixé à 50% du PIB). Le Cabo Verde est le pays de la CEDEAO qui a la marge budgétaire la plus limitée (-80% du PIB dans le scénario du plafond d'endettement de 50%).
29. En considérant le scénario plafond de 70% d'endettement admis au sein de la CEDEAO, l'on note que 66,7% des pays de la région ont une marge de manœuvre positive qui peut être mise à profit pour financer le développement économique et social.
30. Le Cabo Verde, la Gambie, le Ghana, la Sierra Leone et le Togo doivent accentuer les efforts pour améliorer leur marge de manœuvre budgétaire en mobilisant davantage de recettes fiscales en vue d'une meilleure maîtrise de leur endettement.

2.1.4. Compte extérieur

31. Le solde du courant est structurellement déficitaire dans presque tous les pays de la sous-région. Le déficit du solde extérieur courant s'est creusé au niveau communautaire de 0,3% du PIB en 2017 à 1,3% du PIB en 2018. Sur cette période, neuf pays (Le Cabo verde, le Burkina Faso, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo) sur les quinze que compte la CEDEAO ont connu une dégradation du déficit de leur solde extérieur courant.

Le Nigéria a, au contraire, enregistré un excédent de sa balance des transactions courantes. Mais la performance enregistrée par ce pays baisse par rapport à 2017 (2% du PIB contre 2,8% en 2017). L'aggravation du déficit du solde extérieur courant dans la région en 2018, trouve en partie son origine dans la contraction du secteur minier et du marché pour certains produits agricoles.

Tableau 2: Évolution des cours de quelques principaux produits de base exportés par la région entre 2017 et 2018

Produit	Unité	Cours moyen en 2017	Cours moyen en 2018	Variation
Pétrole brut	Baril	53 USD	70 USD	+17 USD
Gaz naturel	MBTU	5,7 USD	7,7 USD	+2 USD
Charbon	T. métrique	94,1 USD	114,9 USD	+20,8 USD
Cacao	T. métrique	2006,9 USD	2244,8 USD	+237,9 USD
Coton	T. métrique	83,6 USD	93,3 USD	+9,7 USD
Huile de palme	T. métrique	647,8 USD	578,8 USD	-69 USD
Café	Livre	152,4 USD	137 USD	-15,4 USD
Caoutchouc	Livre	90,8 USD	71,7 USD	-19,1 USD
Minerais de fer	T. métrique	71,1 USD	69,6 USD	-1,5 USD
Or	Once	1230 USD	1285,9 USD	+55,9
Uranium	Livre	21,7 USD	21,7 USD	+0 USD
Aluminium	T. métrique	1967,7 USD	2144,8 USD	+177,1 USD

Source : CEDEAO (2018)

Note : MBTU=millions d'unités thermales britannique ; T. métrique= tonne métrique

32. En 2019, le déficit devrait davantage se creuser pour s'établir à 1,7% du PIB en raison d'un excédent du solde extérieur courant encore plus faible anticipé au Nigeria (1%).

2.1.5. Intégration régionale: Convergence macroéconomique et intégration commerciale

33. L'Afrique de l'Ouest affiche depuis la mise en place de la CEDEAO en 1975 de grandes ambitions d'intégration économique. La zone met en œuvre un tarif extérieur commun (TEC) depuis janvier 2015. Elle se signale également par de grandes avancées en matière de libre circulation des biens et des personnes, effective depuis 1999, ainsi que par la mise en œuvre de politiques communes, entre autres, en matière d'agriculture, de commerce, de statistique, d'environnement. Sur le plan monétaire, la perspective majeure reste l'objectif de réalisation de la monnaie commune CEDEAO à l'échéance 2020. Dans cette partie seront examinées les performances des pays relativement aux critères de premier rang (4) et de deuxième rang (2), dont le respect en fin 2019 devrait faciliter l'accession à la monnaie unique ainsi que les

performances de la région s'agissant des échanges intracommunautaires.

Tableau 3: Nombre de pays ayant rempli les critères de convergence au sein de la CEDEAO

Critères	Normes CEDEAO	2016	2017	2018**
Premier rang				
Ratio du déficit budgétaire, dons compris /PIB nominal	≤ 3 %	4	7	3
Taux d'inflation en moyenne annuelle	< 10 %	11	11	12
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale/recettes fiscales de l'année précédente	≤ 10 %	13	12	14
Réserves brutes en mois d'importations	≥ 3	13	14	15
Second rang				
Ratio dette publique/PIB nominal	≤ 70 %	12	12	10
Variation Taux de change nominal	±10	12	12	13

**Projection

Source : Rapports CEDEAO (2019) et FMI (2018)

34. Le critère relatif au déficit budgétaire reste le plus difficile à satisfaire par les pays. Trois pays sur quinze seraient près de le satisfaire en 2018 contre sept l'année précédente. En 2018, un pays supplémentaire (le Ghana) s'ajoute à la liste de pays qui respectent le critère relatif à l'inflation. Son taux d'inflation chute de 12,4% en 2017 à 8,3% en 2018.
35. Compte tenu des améliorations enregistrées dans le cadre de l'assainissement des dépenses publiques, le nombre de pays qui ont respecté le critère du financement du déficit public par la banque centrale a évolué à la hausse (14 contre 12 en 2017).
36. Le critère du volume des réserves brutes en mois d'importation est celui qui a été globalement respecté par tous les pays de la communauté.
37. S'agissant des critères de second rang, il ressort que dix pays sur quinze ont un ratio dette publique /PIB inférieur au seuil de 70% admis. Le Cabo Verde, la Gambie, le Ghana, la Sierra Leone et le Togo obtiennent des taux supérieurs à la norme retenue pour cet indicateur.
38. La variation du taux de change nominal a été par ailleurs modérée. Treize pays sur quinze sont parvenus à maintenir dans les normes admises la volatilité du taux de change nominal de leur monnaie. En particulier la monnaie de la Sierra Leone a retrouvé une relative stabilité en 2018.
39. Le commerce intra-communautaire reste relativement faible. Il ne représente en proportion qu'environ, un dixième (10,6%) des échanges que la région réalise avec l'extérieur (CEDEAO, 2018)⁵. Il n'a progressé que de façon marginale sur près de vingt ans, c'est à dire d'environ 3 points de pourcentage par rapport à 1996 où il représentait 7,7% du montant global du commerce extérieur de la communauté.
40. Le faible développement des industries, en particulier du secteur manufacturier dans l'essentiel des économies, ainsi que le déficit et la mauvaise qualité des infrastructures (énergétiques, de transport, de télécommunication, etc.) expliquent en partie la faiblesse des échanges intracommunautaires.

⁵ Les échanges de la communauté avec l'extérieur sont estimés à 155 546,2 millions de dollars US en 2017 (CEDEAO, 2018).

Tableau 4: Évolution de la contribution des États membres de la CEDEAO au commerce intra-régional (%)

Pays / Flux	Moyenne 2013-2017 en %			
	Commerce intracommunautaire	Exportations	Importations	Ensemble
Benin		1,3	4,2	2,6
Burkina Faso		2,8	8,6	5,5
Cabo verde		0,1	0,7	0,3
Côte d'Ivoire		26,7	23,2	25,1
Gambia, the		0,6	1,5	1,0
Ghana		11,0	5,7	8,6
Guinée		3,1	2,7	2,9
Guinée-Bissau		0,0	0,2	0,1
Libéria		0,3	4,0	1,9
Mali		3,2	15,4	8,7
Niger		3,2	3,7	3,4
Nigéria		32,2	9,3	21,8
Sénégal		9,3	7,7	8,6
Sierra Leone		1,1	11,0	5,6
Togo		5,1	2,2	3,8
Total CEDEAO		100,0	100,0	100,0

Source : CEDEAO (2018)

41. Les produits minéraux, occupent une place de choix dans ces échanges, représentant respectivement 41,5% et 62,9% des montants totaux exportations et des importations intracommunautaires sur la période 2015-2017. Les produits des industries alimentaires constituent la seconde catégorie de biens, la plus souvent, échangée entre les pays de la région (8,8% du montant total des exportations et 7,3% de celui des importations).
42. La Côte d'Ivoire (25,1%) suivie du Nigéria (21,8%) sont les pays qui contribuent davantage au commerce intra-régional depuis plusieurs années.
43. La mise en œuvre prochaine des accords de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) devrait contribuer à impacter le volume des échanges réalisés au sein de la région. A ce jour cinquante-deux États africains, dont treize sur les quinze de la communauté ont signé l'accord instituant la ZLECAf et vingt-deux dont neuf de la CEDEAO, l'ont ratifié⁶. Dix-neuf pays africains ont déjà déposé leurs instruments de ratification auprès de l'Union Africaine. 3 dépôts supplémentaires s'avèrent nécessaires pour atteindre le quota de 22 exigé pour rendre le libre-échange effectif au niveau du continent. Les négociations pour la définition des modalités de cette mise en œuvre, portant notamment sur la suppression des droits de douane et taxes d'effets équivalent pour le commerce, sur les règles d'origine pour les marchandises et sur les engagements spécifiques pour le commerce des services se poursuivent au sein de la CEDEAO.

2.2. Performances sociales

44. La sous-région continue d'enregistrer des progrès relativement faibles au niveau social. Les taux de pauvreté demeurent élevés dans de nombreux pays. De nombreuses populations continuent d'avoir un accès limité à des services sociaux de base de qualité. Les indicateurs de santé restent alarmants dans certains pays malgré les progrès réalisés notamment en matière de réduction de la mortalité infantile et maternelle. Également, en dépit de l'accès renforcé à l'éducation,

⁶ La Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Mali, le Niger, le Sénégal, la Sierra Leone, le Togo

beaucoup d'enfants sortent des systèmes éducatifs nationaux dans des délais courts et sans posséder les compétences minimales requises. Toutes choses qui pourraient entraver la capacité de la région à exploiter adéquatement son potentiel démographique. Cette partie du rapport examine les performances de la CEDEAO en matière sociale.

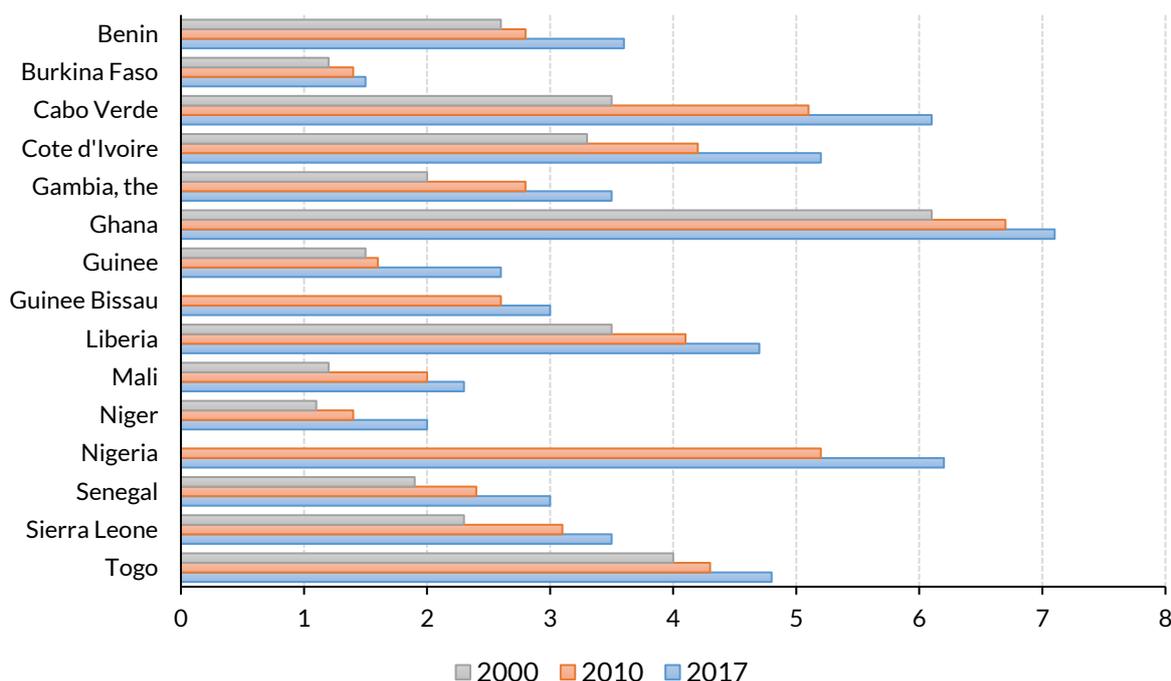
2.2.1. Démographie

45. La population de l'Afrique de l'Ouest est estimée à 367,6 millions d'habitants en 2017, le Nigeria comptant pour près de la moitié des habitants de la région (190,9 millions en 2017)⁷. La région reste caractérisée par une population extrêmement jeune. 44% de celle-ci a moins de 15 ans, proportion qui monte à près de 60% lorsque l'âge est repoussé à 25 ans. Le ratio de dépendance démographique est estimé à 87,2%. Il suggère qu'une personne active, c'est-à-dire dont l'âge est compris entre 15 et 64 ans, vivant dans la communauté, a à sa charge 0,872 personne. Il n'a que peu varié depuis le début des années 2000 (17 dernières années) où il était estimé à 88,7% traduisant une transition démographique relativement lente dans la région, liée aux taux de fécondités toujours élevés dans l'essentiel des pays. L'indice synthétique de fécondité est de plus de 5 enfants en moyenne par femme dans 5 pays de la communauté et de plus de 4 enfants par femmes dans 8 autres pays. Le Niger est le pays qui détient le taux de fécondité le plus élevé dans le monde (7,2 enfants en moyenne par femme)⁸.
46. Au-delà du potentiel de consommation que les évolutions démographiques actuelles de la région représentent, l'un des grands défis auxquels doit faire face la communauté s'agissant de la population concerne l'éducation. Les performances actuelles de la région en matière d'éducation, telles que mesurées par les indicateurs d'accès, apparaissent relativement faibles dans de nombreux pays et sont déclinantes dans d'autres. Les taux bruts de scolarisation dans le primaire et le secondaire au Nigeria (pays le plus peuplé de la communauté) ont, par exemple respectivement, chuté de 94% à 84,7% et de 56,2% à 42% entre 2013 et 2016. Les taux d'abandons scolaires sont également élevés et le nombre moyen d'années de scolarisation est particulièrement faible. Il est inférieur en 2017 à 4 années dans neuf pays de la région (Benin, Burkina Faso, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Sierra Leone)⁹.
47. De nombreux apprenants ne bénéficient pas par ailleurs d'une formation de qualité et sortent des systèmes éducatifs nationaux sans avoir le minimum de compétences requis. Seulement 11,9% des enfants atteignent le seuil minimum de compétences requis en lecture et seuls 12,7% de ceux-ci atteignent ce seuil en mathématiques à la fin du cycle primaire au Mali. Ces performances sont encore beaucoup plus faibles au Niger où elles s'établissent respectivement à 8,5% et 7,7%. En Côte d'Ivoire, seuls 47,9% des enfants atteignent ce seuil en lecture et 26,9% en mathématiques.

⁷ Données Banque mondiale (Indicateurs de développement dans le monde, 2018)

⁸ Selon les estimations de la Banque mondiale (Indicateurs de développement dans le monde, 2018)

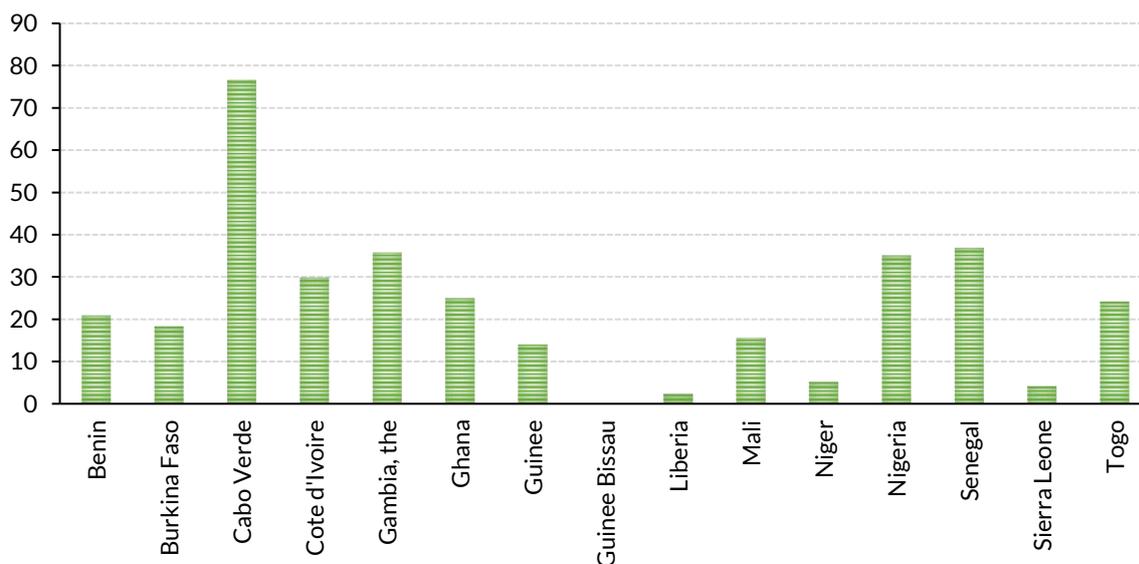
⁹ Données du PNUD (2017) sur l'IDH

Figure 5: Évolution du nombre moyen d'années d'éducation dans les pays de la CEDEAO

Source : CEA à partir des données du PNUD (2018)

Note : Données de l'an 2000 non disponibles pour le Nigeria et la Guinée Bissau

48. De nombreuses écoles de la région ne bénéficient pas d'infrastructures scolaires adéquates. Par exemple, au-delà du Cabo Verde (76,5%), moins de 40% des écoles primaires ont un accès à l'énergie dans tous les autres pays de la communauté, avec des variations importantes entre les pays, suggérant que les apprenants n'ont pas des mêmes chances d'accéder à des services éducatifs de qualité dans la région.

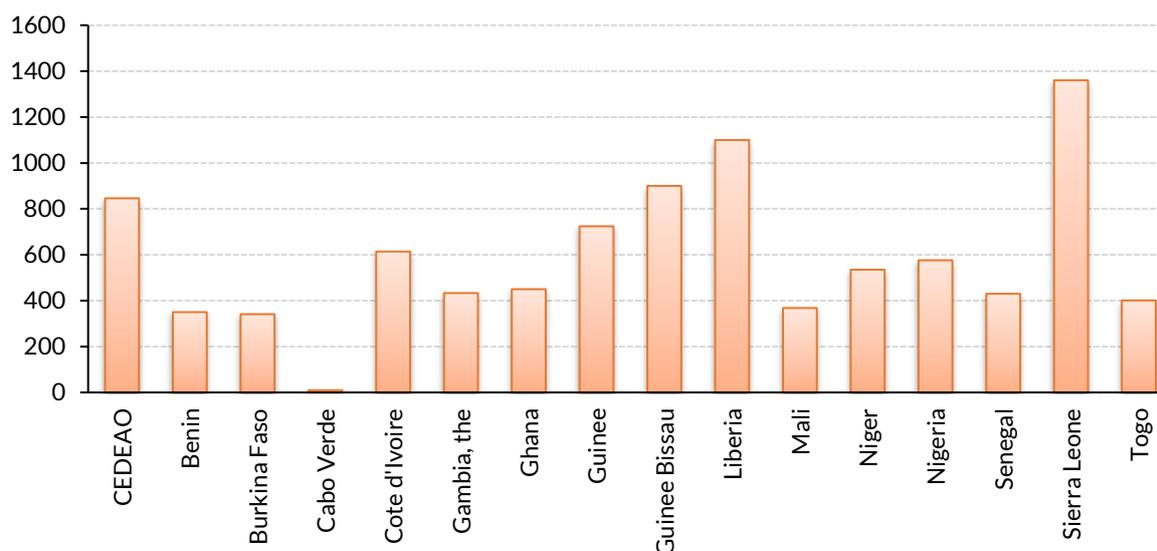
Figure 6: Pourcentages d'écoles ayant accès à l'électricité dans les pays de la CEDEAO

Source : CEA à partir des données de l'UNESCO

Note : données non disponibles pour la Guinée Bissau

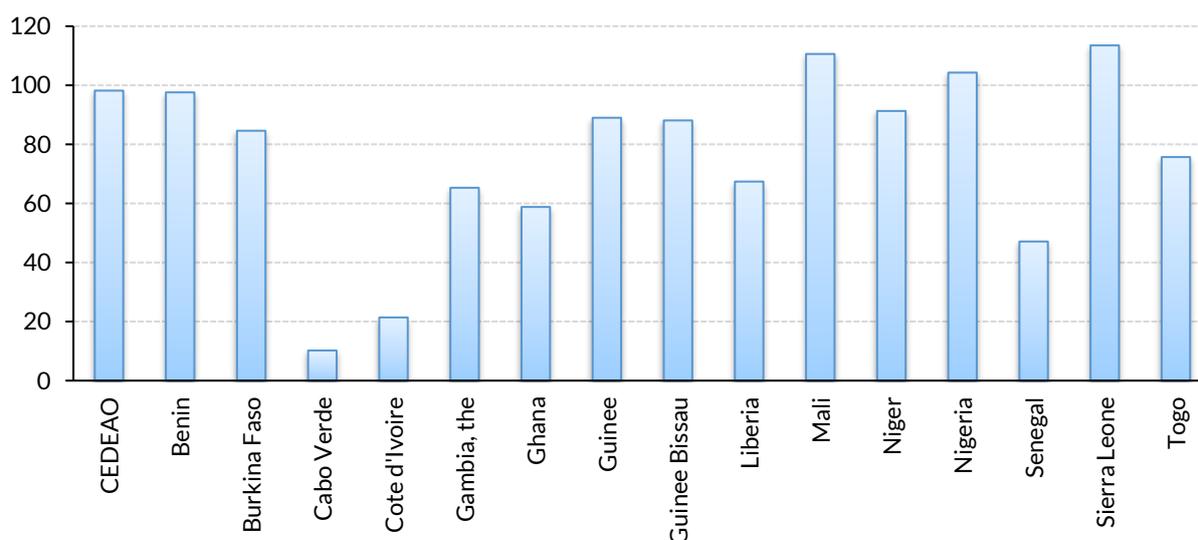
49. Au niveau sanitaire, les pays sont également confrontés à des déficits en matière d'infrastructures, de personnels de santé et de nombreux indicateurs de santé sont en berne. Des pays de la région comme la Sierra Leone enregistrent des niveaux record pour le taux de mortalité maternel (1360 cas de décès pour 100000 naissances vivantes). Sur l'ensemble des régions pour lesquelles les données sont disponibles, la région Ouest africaine est celle qui enregistre le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans le plus élevé (91 cas de décès pour 1000 naissances vivantes contre 59 cas, 31 cas et 40 cas de décès pour 1000 naissances vivantes, respectivement, en Afrique de l'Est, en Afrique du Nord et en Afrique Australe).

Figure 7: Taux de mortalité maternel dans les pays de la CEDEAO (nombres de cas pour 100000 naissances vivantes)



Source : CEA à partir des données de la Banque Mondiale (Indicateurs de Développement dans le Monde, 2018) et des données du PNUD sur les ODDs

Figure 8: Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans dans les pays de la CEDEAO (nombre de cas pour 1000 naissances vivantes)



Source : CEA à partir des données de la Banque Mondiale (Indicateurs de Développement dans le Monde, 2018) et des données du PNUD sur les ODDs

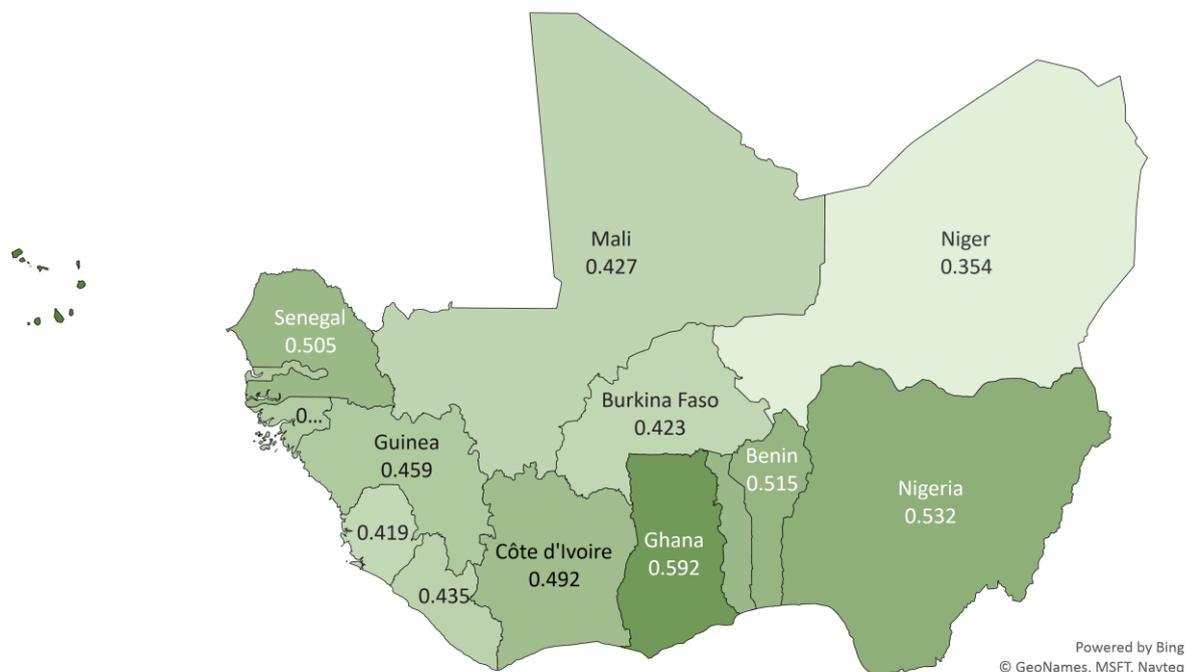
50. Des efforts plus importants doivent être entrepris au niveau social pour permettre à la communauté de tirer parti de son potentiel démographique.

2.2.2. Indice de développement humain

51. Le classement 2018 sur le développement humain indique que 13 pays sur les 15 que compte la CEDEAO, appartiennent à la catégorie des pays à développement humain faible. Seuls le Cabo verde (125^e) et le Ghana (140^e) figurent dans la catégorie des pays à développement humain moyen.

52. L'indice moyen de développement humain de la région est le plus faible du continent. Il est estimé à 0,481 en 2017 contre 0,486 en Afrique de l'Est, 0,545 en Afrique Centrale, 0,614 en Afrique Australe et 0,654 en Afrique du Nord. Ces mauvaises performances enregistrées par les pays de la communauté en matière de développement humain soulèvent la nécessité pour ceux-ci d'accentuer les efforts pour favoriser une croissance inclusive et améliorer l'accès des populations à des services de santé et d'éducation de qualité.

Carte 1: Score de développement humain des pays de l'Afrique de l'Ouest, 2017



Source : CEA à partir des données du PNUD, 2018

2.2.3. Emploi et Pauvreté

53. Les taux de chômage sont faibles dans la totalité des pays de la région. Au niveau régional, le chômage est évalué à 5,3% en 2018. Mais de nombreux emplois créés ne sont pas décentés. La plupart des individus travaillent pour leur propre compte (61,7% en 2018) et exercent essentiellement dans le secteur informel.

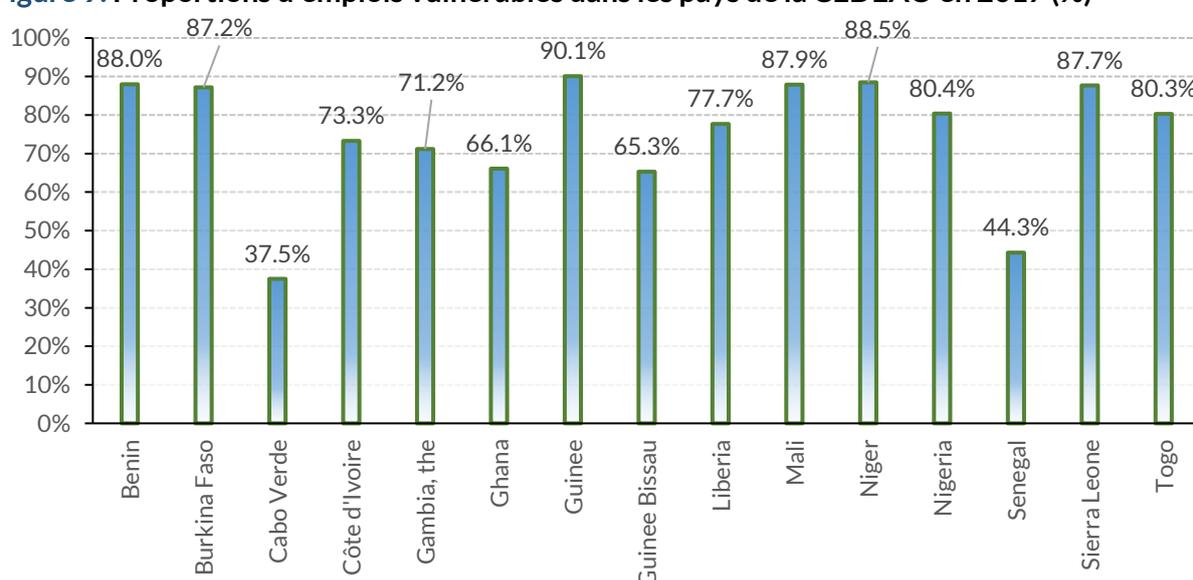
54. Les taux d'emplois vulnérables dans les pays de la région sont relativement élevés. De nombreux travailleurs ne parviennent pas à subvenir correctement à leurs besoins, à ceux de leurs familles et ont des risques élevés d'être confrontés à des difficultés d'ordre financier auxquelles ils ne

pourront pas faire face. Près de 38,4% des individus en âge de travailler et en emploi dans la région sont considérés comme extrêmement pauvres (vivant avec moins de 1,90 dollars américains par jour) en 2018 et 63,3% sont considérés comme pauvres (vivant avec moins de 3,10 dollars par jour).

55. Les proportions d'emplois vulnérables s'étendent de 37,5% au Cabo Verde à 90,1% en Guinée en 2017. 11 pays sur les 15 que compte la communauté affichent un taux d'emplois vulnérables supérieur à 70%. Au-delà du Cabo Verde, seul le Sénégal a un niveau d'emplois vulnérables inférieur à 50% (44,3%). 80,4% des travailleurs sont engagés dans des emplois vulnérables au Nigéria, 66,1% au Ghana et 73,3% en Côte d'Ivoire.

56. La proportion d'individus engagée dans des emplois salariés, généralement de meilleure qualité, est relativement faible au sein de la communauté (19,7% en 2018).

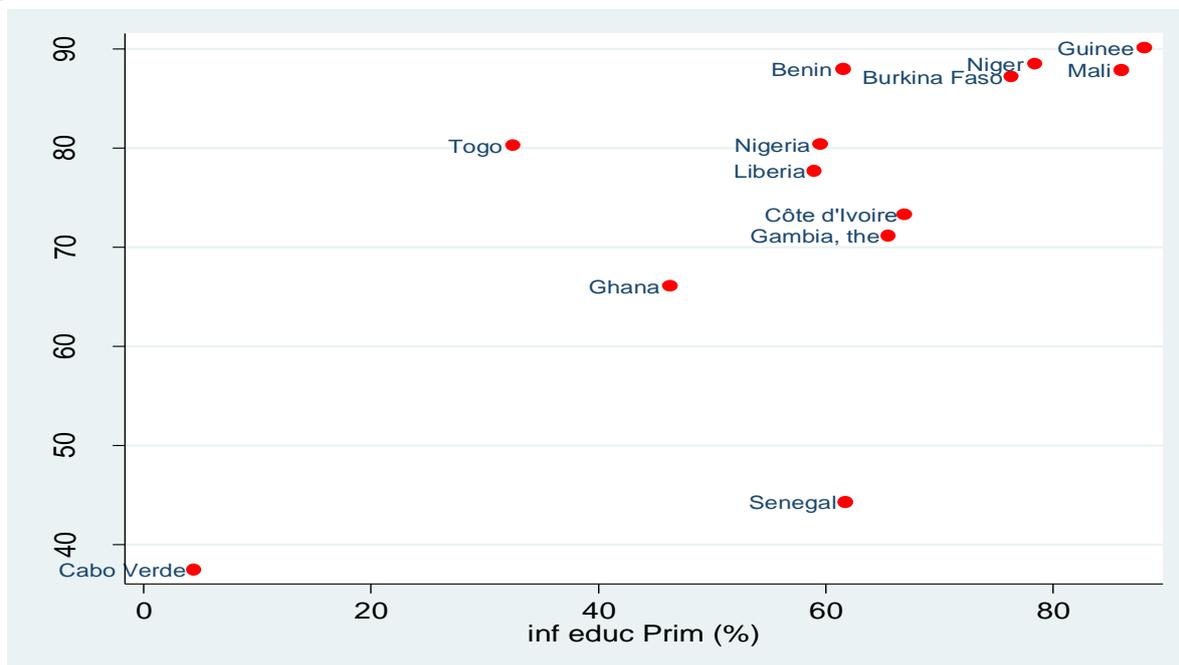
Figure 9: Proportions d'emplois vulnérables dans les pays de la CEDEAO en 2017 (%)



Source : CEA à partir des données du PNUD (2017)

57. Les niveaux d'emplois vulnérables des économies de la région sont positivement corrélés au faible niveau de qualification de la main d'œuvre. De nombreuses personnes arrivent en effet sur le marché du travail sans le minimum de qualification requis. Par exemple 88% des travailleurs en Guinée (qui affiche le taux le plus élevé d'emplois vulnérables le plus élevé de la région) n'ont pas achevé l'éducation primaire contre 4,4% au Cabo Verde (qui détient le taux le plus faible d'emplois vulnérables).

Figure 10: Corrélation entre le taux d'emplois vulnérables dans les pays de la CEDEAO et la proportion de travailleurs dont le niveau d'instruction est inférieur au niveau d'éducation primaire



Source : CEA à partir des données du PNUD (2017) et de l'OIT (2018)

Note : Les données sur le niveau d'éducation de la main d'œuvre ne sont pas disponibles pour la Guinée Bissau et la Sierra Leone

58. Le secteur primaire et le secteur tertiaire sont ceux qui emploient les plus grandes proportions d'individus dans la région, 44,1% et 43,3% respectivement en 2018 contre 12,7% pour le secteur secondaire. Des investissements accrus dans l'éducation des populations pourraient donc participer à élever la qualité des emplois disponibles pour les populations dans la région et à améliorer le niveau de vie.

2.2.4. Egalité de genre

59. Les inégalités entre les sexes continuent de marquer l'Afrique de l'Ouest, en dépit des progrès réalisés par la plupart des pays en termes de participation des femmes dans les secteurs économiques et social. A l'exception du Sénégal et du Ghana, les autres pays de la région pour lesquels les données sont disponibles, se situent dans les 20 derniers du classement mondial de 2017 de l'indice d'inégalité des sexes du PNUD, avec des niveaux d'inégalité plus accentués au Mali, en Côte d'Ivoire et au Liberia classés respectivement 157^e, 155^e et 154^e sur un total de 160 pays¹⁰. L'évaluation de l'inégalité des sexes est basée sur les performances en matière de mortalité maternelle, de taux de fécondité des femmes de 15 à 19 ans, du pourcentage de sièges au parlement réservé aux femmes, de l'accès à l'éducation secondaire et de la part des femmes dans la population active.

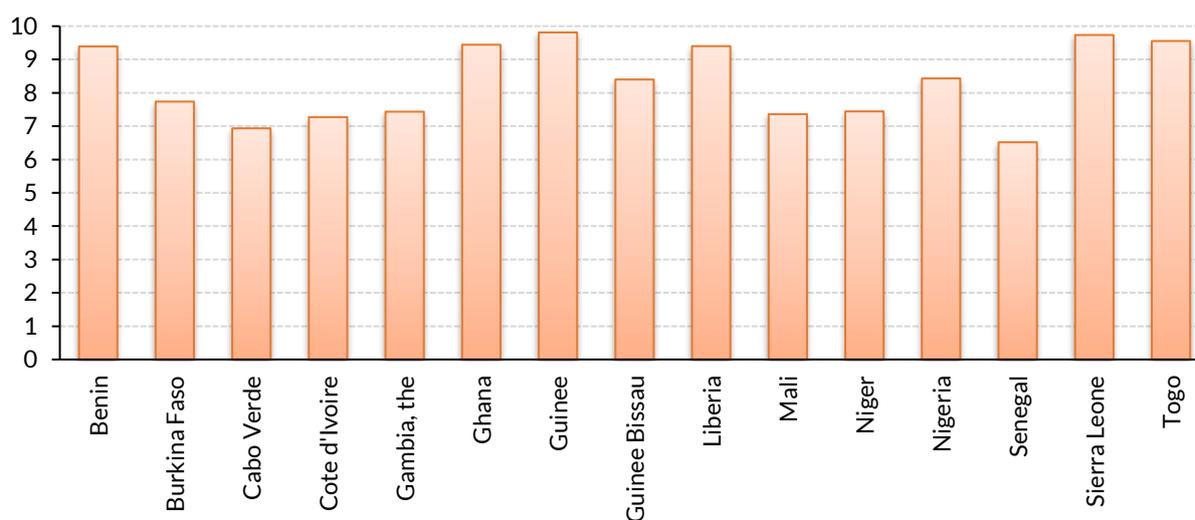
60. En termes de représentation politique, les femmes continuent d'être largement sous-représentées notamment au niveau des parlements. Un seul pays, le Sénégal est au-dessus de la moyenne continentale de 23,6%. Dans ce pays, à la faveur de la loi sur la parité dans les instances politiques adoptée en 2010, les femmes occupaient 41,8% des sièges en 2019, classant le pays

¹⁰ Le Cabo Verde, le Nigeria, la Guinée Bissau, la Guinée non classés en 2017

au onzième rang mondial. Les performances des autres pays varient d'une moyenne de 23,6% au Cabo Verde à un faible niveau de 5,6% au Nigeria (UIP, 2019).

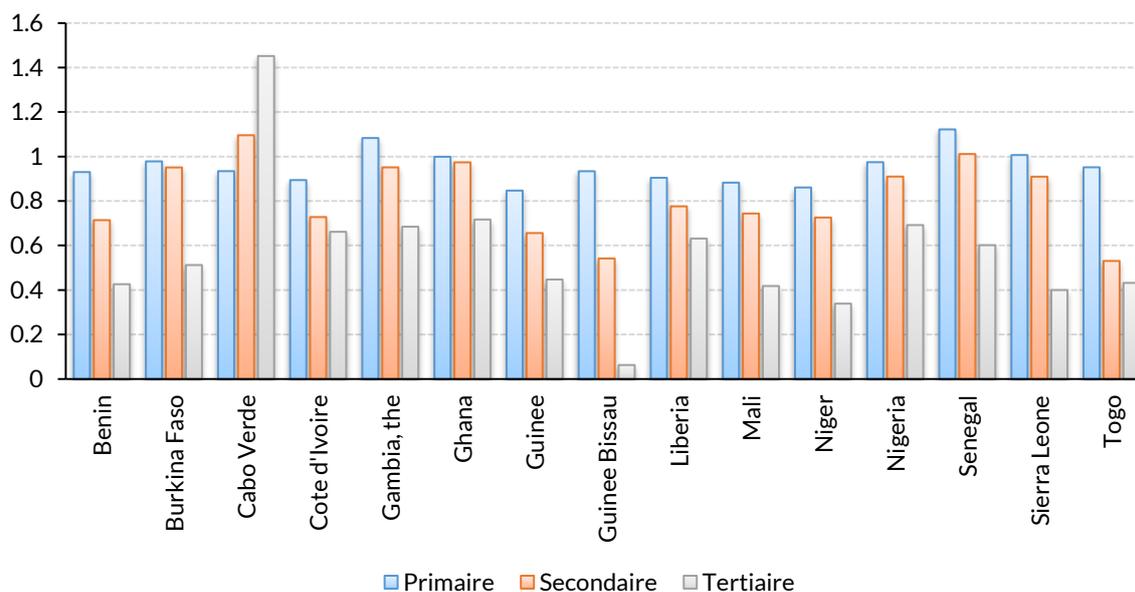
61. Dans le domaine de l'éducation, les écarts entre les sexes dans les taux de scolarisation se sont réduits, avec même des exceptions pour le Cabo Verde, le Sénégal, la Gambie et la Sierra Leone qui détiennent pour certains cycles de l'enseignement des indices de parité des sexes en faveur des filles. Dans l'enseignement supérieur, le Cabo Verde est le seul pays de la région qui a réussi à résorber totalement les inégalités entre filles et garçons dans l'accès à la formation. Au niveau de l'enseignement secondaire également, il réalise avec le Sénégal les meilleurs progrès dans la réduction des inégalités liées au sexe. Au primaire, le Sénégal, la Gambie et la Sierra Leone sont les 3 pays de la région qui ont réussi à réaliser cet objectif.
62. Les autres pays de la communauté devront accentuer les efforts pour permettre un accès plus important des filles aux services éducatifs.
63. En termes d'emploi, la situation est globalement défavorable aux femmes dans l'ensemble des pays. Sur la base des estimations de l'OIT, le Sénégal est le pays de la région dans lequel les femmes apparaissent moins impliquées sur le marché du travail relativement aux hommes. La Guinée est au contraire en 2017, le pays de la région dans lequel les femmes participent relativement plus au marché du travail.
64. Enfin, des discriminations persistent également en ce qui concerne la propriété foncière. De grandes disparités en défaveur des femmes sont notées, dans l'accès à la terre, en Côte d'Ivoire et au Niger, avec des scores de 1, correspondant à des niveaux élevés d'inégalité. Des niveaux plus faibles d'inégalité sont notés au Burkina Faso, avec un score de 6 et une quasi parité entre hommes et femmes dans l'accès à la terre est observée en Sierra Leone qui enregistre un score d'inégalité entre homme et femme dans l'accès à la terre de 9. Des réformes et politiques plus favorables au genre sont nécessaires pour inverser cette situation qui limite fortement les opportunités d'autonomisation des femmes.

Figure 11: Score de participation des femmes au marché du travail dans la CEDEAO



Source : CEA à partir de OIT (2018)

Figure 12: Indices de parité des sexes du taux brut de scolarisation dans le primaire, le secondaire et le supérieur dans les pays de la CEDEAO



Source : CEA à partir des données de la Banque mondiale (Indicateurs de développement dans le monde, 2018)

Note : la donnée la plus récente est utilisée pour chaque pays

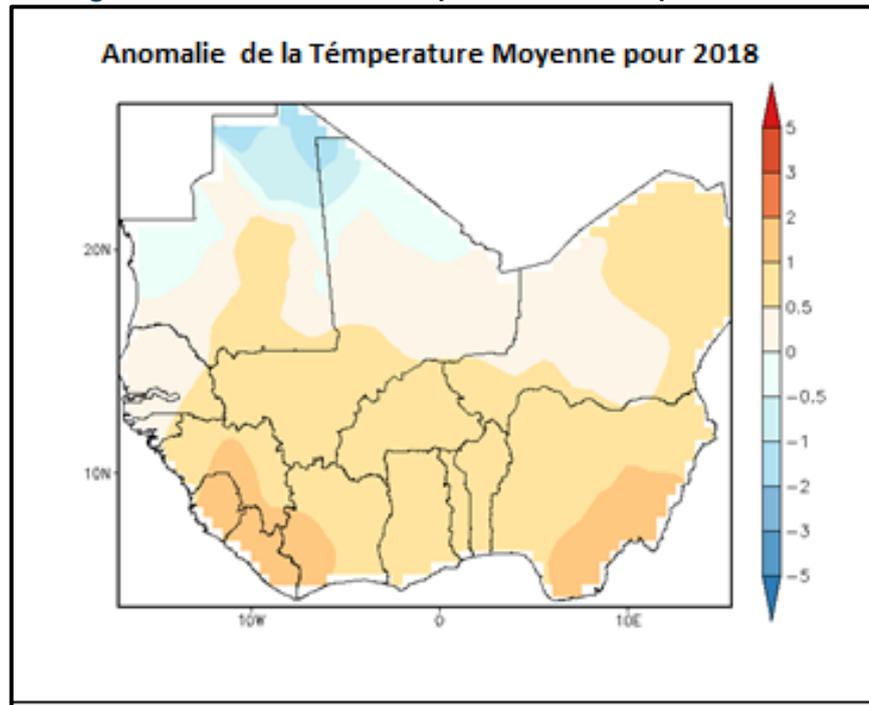
3. Environnement : Situation climatique et risques en Afrique de l'Ouest

65. La région de l'Afrique de l'Ouest est exposée aux phénomènes climatiques extrêmes, en particulier les sécheresses et les inondations qui sont souvent très dévastatrices pour la plupart des systèmes socio-économiques de la région. Sur la base d'une contribution du Centre Africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD), les principaux événements météorologiques et climatiques survenus dans la région de l'Afrique de l'Ouest en 2018 ainsi que les risques climatiques associés sont présentés dans cette partie.

3.1. Température

66. La température annuelle moyenne pour 2018 était la septième année la plus chaude en Afrique de l'Ouest depuis 1950. L'Afrique de l'Ouest se réchauffe plus vite que le monde de façon globale, en enregistrant un niveau additionnel de réchauffement de 2,27 °C (1950-2018) et de 3,88 °C (1990-2018) par siècle contre une moyenne mondiale de 2,2 °C chaque 100 ans.

Figure 13: Anomalies de température en Afrique de l'Ouest



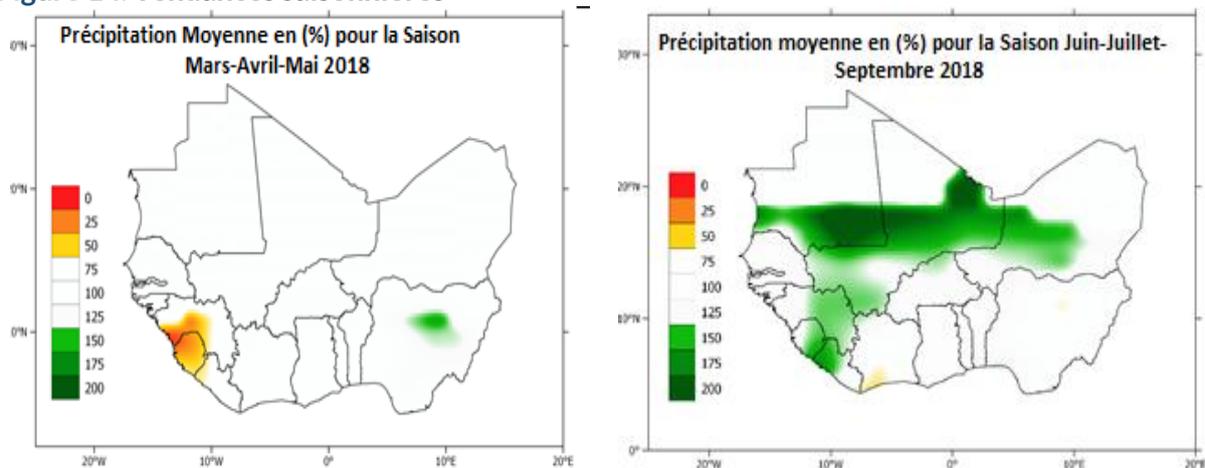
Source:
2019

ACMAD,

3.2. Précipitations

67. Pendant la saison MAM (Mars-Avril-Mai) de 2018, des situations de sécheresse (déficit de précipitations) ont été enregistrées dans le sud de la Guinée Conakry, en Sierra Leone, tandis que des conditions plus humides (excédent de précipitations) ont été observées dans le centre du Nigéria.
68. Dans la zone sahélienne, la saison JAS (Juillet-Août-Septembre) de 2018 a été marquée par des conditions humides, avec des précipitations maximales pour le Mali et le Niger.

Figure 14: Tendances saisonnières

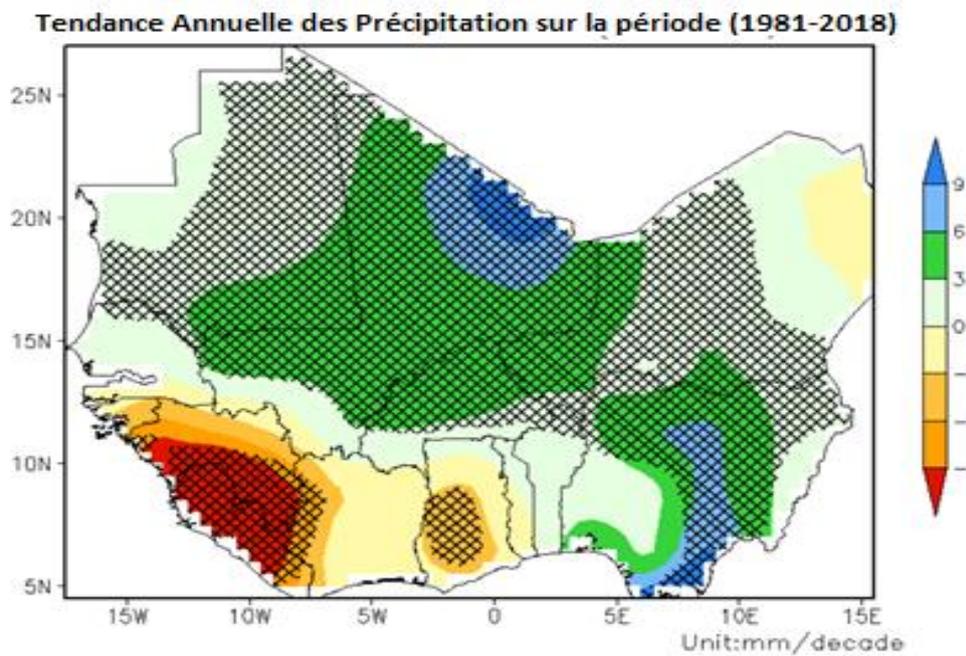


Source : ACMAD, 2019

69. En termes de moyenne annuelle, une tendance à la hausse significative des précipitations a été relevée dans la plupart des régions du Mali, du nord du Burkina Faso, du nord-ouest et du sud du

Niger et du centre du Nigéria. Par contre, il est noté des tendances à la baisse significatives en Sierra Leone, au Libéria, dans le sud de la Guinée Conakry et dans certaines régions du Ghana.

Figure 15: Tendence annuelle des précipitations

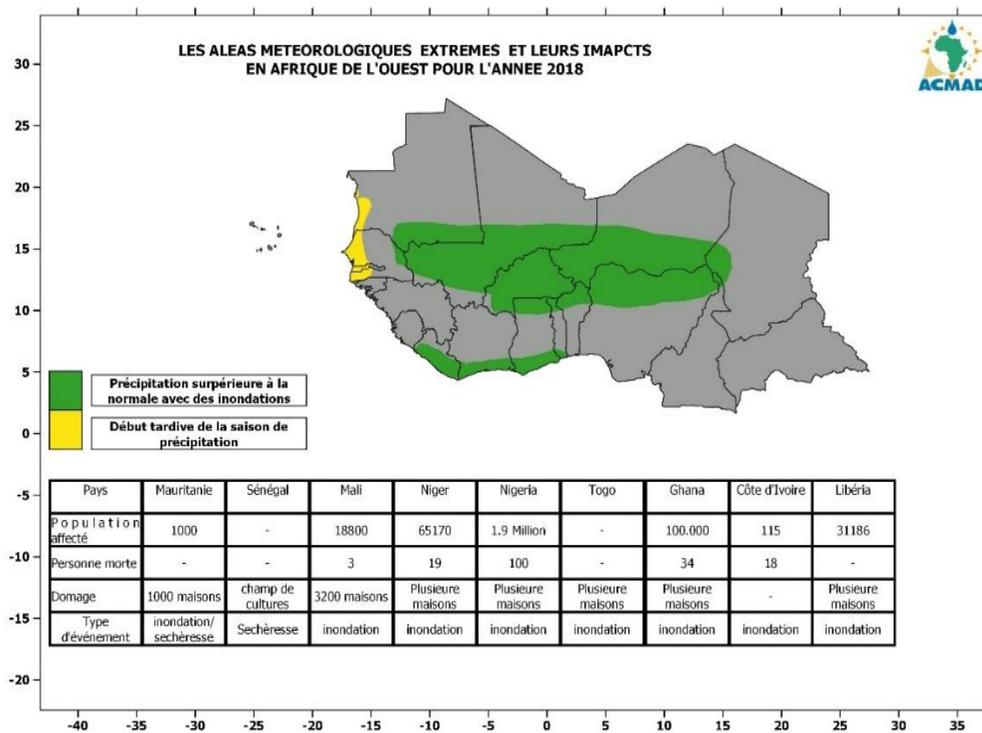


Source : ACMAD, 2019

3.3. Risques significatifs liés à la météo en 2018

70. L'année 2018 a été marquée par des précipitations saisonnières bien supérieures à la moyenne avec des inondations dévastatrices dans le centre du Sahel et dans la région de la Guinée du Golfe en Afrique de l'Ouest qui ont affecté plus de 2 millions de personnes au Mali, au Niger, au Nigeria, au Ghana, en Côte d'Ivoire et au Liberia.

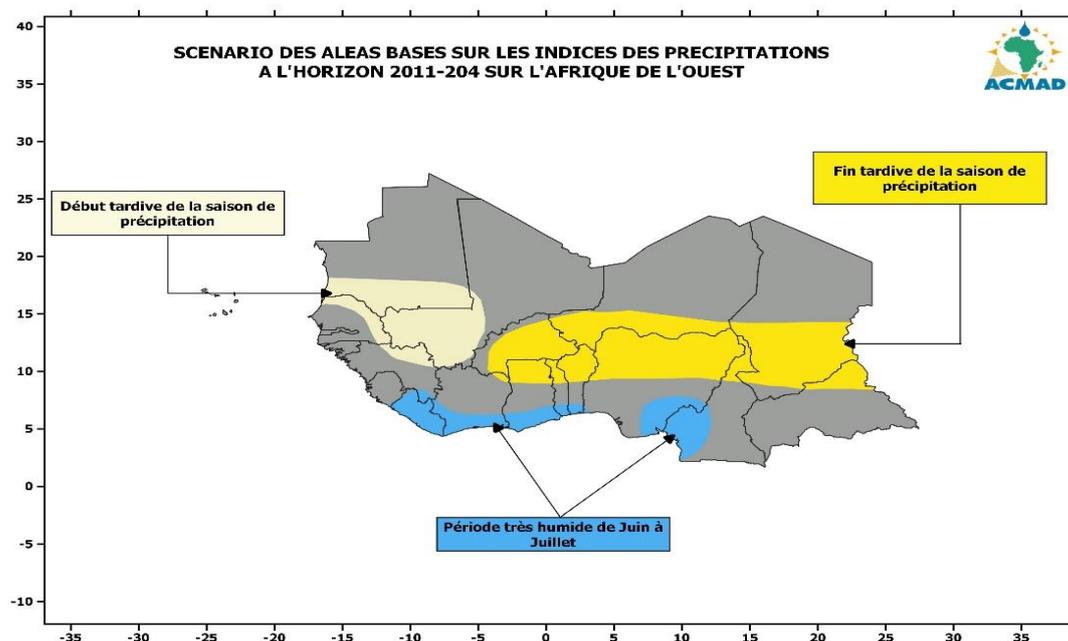
Figure 16: Risques significatifs liés au climat en 2018 et leurs impacts sur l'Afrique de l'ouest



Source: ACMAD, 2019

71. Ces risques survenus en 2018 s'inscrivent dans le scénario global prévu par les services de l'ACMAD sur la période 2011-2040 qui, entre autres, laisse ressortir un démarrage de plus en plus tardif des précipitations dans une zone couvrant le nord et l'est du Sénégal et le sud et le centre ouest du Mali. Il est noté une fin de saison tardive dans la zone sahélienne couvrant le Burkina Faso, le sud du Niger, le nord du Ghana, du Togo, du Bénin et du Nigeria. Enfin, le scénario prévoit une humidité accrue, source d'inondations, dans les sous-régions du golfe de guinée (sud de la Côte d'Ivoire, du Liberia, du Ghana, du Togo, du Bénin et du Sud-est du Nigeria).
72. La survenue de ces risques est susceptible d'affecter les perspectives socio-économiques des pays de la sous-région.

Figure 17: Scénarii de risques basés sur les indices de précipitation valides pour l'horizon 2011-2040 sur l'Afrique de l'Ouest



Source: ACMAD, 2019

4. Recommandations

73. L'examen du cadre macroéconomique et social et des évolutions climatiques en Afrique de l'Ouest a permis de relever des défis majeurs pour lesquels les recommandations suivantes sont formulées :

- Renforcer la résilience de l'économie sous-régionale aux chocs sur les prix des produits de base par la mise en œuvre de politiques de diversification économique ;
- Poursuivre les efforts de mobilisation des recettes fiscales, de rationalisation des dépenses et d'assainissement des finances publiques pour réduire les déficits budgétaires et mieux maîtriser l'endettement ;
- Renforcer les investissements dans le capital humain, pour réduire l'exclusion et accroître la productivité ;
- Consolider les efforts vers l'égalité de genre et renforcer l'autonomisation et l'éducation des femmes en vue d'une meilleure maîtrise des dynamiques démographiques et d'une capture du dividende ;
- Améliorer l'environnement des affaires (réduction des risques de troubles civils et sécuritaires) afin de rendre la région davantage attractive pour les investissements à long terme ;
- Renforcer les analyses des risques climatiques en vue de renforcer la résilience économique et se prémunir des catastrophes liées au climat dans la sous-région ;
- Approfondir l'intégration sous-régionale, en particulier en poursuivant les efforts de respect des critères de convergence dans la perspective de l'avènement proche de la monnaie unique CEDEAO en 2020.

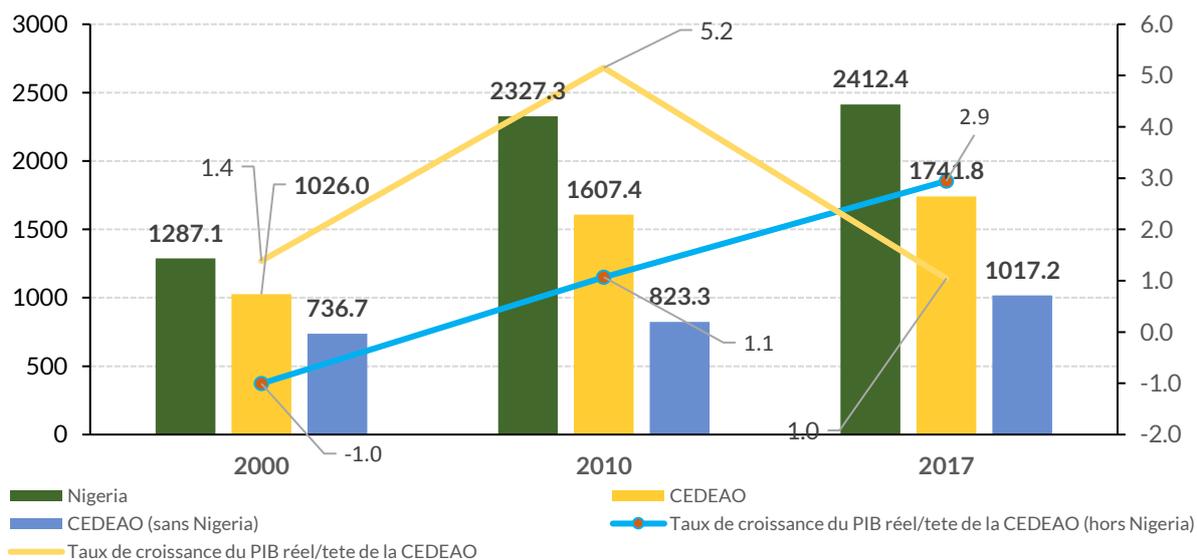
Références

- ACMAD (Centre Africain pour les applications de la météorologie au développement). 2019. Situation climatique, 2018, Afrique de l'Ouest, rapport.
- AfDB (African Development Bank). 2018. African Economic Outlook 2018. Accessed in May 2018 at: [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/African Economic Outlook 2018 - EN.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/African_Economic_Outlook_2018_-_EN.pdf).
- CEA (Commission économique pour l'Afrique). 2017. Profil de pays 2016 Nigéria, Ghana, Cabo Verde; <https://www.uneca.org/publications/country-profiles-2016>.
- __. 2018. Profil de pays 2017 Burkina, Mali, Libéria, Togo, Guinée Bissau, Sierra Leone.
- CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest). 2018. Rapport de convergence macroéconomique de la CEDEAO au titre du premier semestre 2018.
- __. 2018. Rapport annuel 2018, Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- UNDESA (United Nations Department of Economic and Social Affairs). 2018. LINK Global Economic Outlook, UN, October 2017.
- __. 2019. World Economic Situation and Prospects 2019, UN, January 2019.
- FMI (Fonds monétaire international). 2018. Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne.
- __. 2019. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2019/04/03/pr1999-nigeria-imf-executive-board-concludes-2019-article-iv-consultation-with-nigeria>
- Ministry of Budget and National Planning (2017): Nigeria Economic Recovery and Growth Plan 2017-2020, report.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). 2016. Rapport sur le développement humain 2018.
- UIP (Union Interparlementaire). 2019. <https://archive.ipu.org/wmn-e/classif.htm>

Annexes

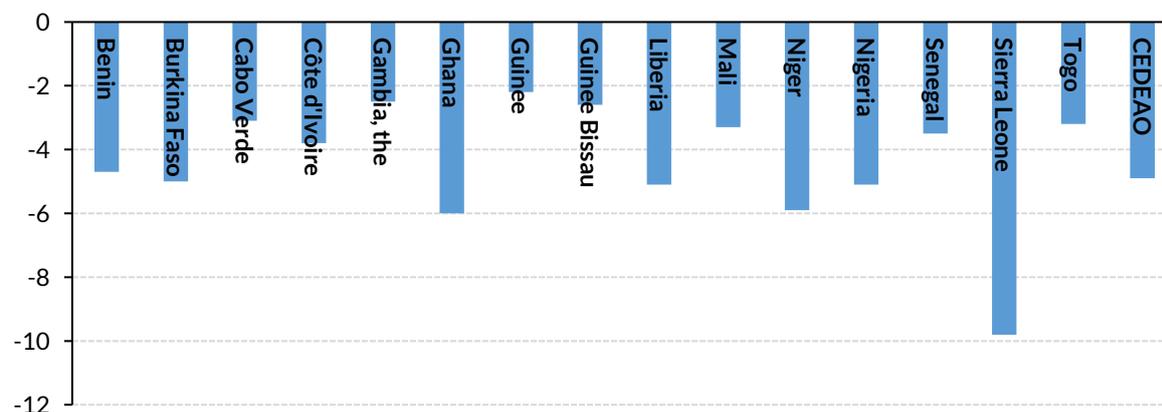
Figure A1 : Evolution du PIB par tête dans la CEDEAO

Le PIB réel par tête de la CEDEAO a cru à taux décroissant sur la période récente, principalement en raison de la récession intervenue au Nigeria en 2016. Les autres pays de la CEDEAO ont été moins vulnérables aux chocs négatifs sur les matières premières débutés à partir de 2011. Leur PIB réel par tête a cru à un rythme plus élevé sur entre 2010 et 2017.



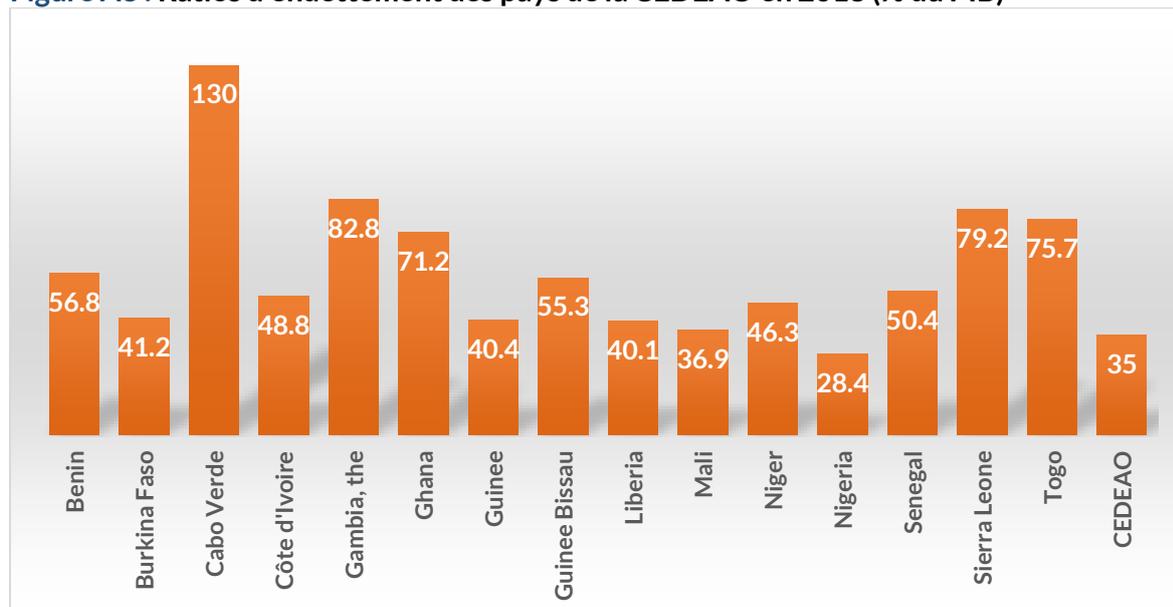
Source : CEA à partir des données de la banque Mondiales (2018, Indicateurs de développement dans le monde)

Figure A2 : Soldes budgétaires globaux des pays de la CEDEAO en 2018



Source : CEA à partir des données du FMI (2018)

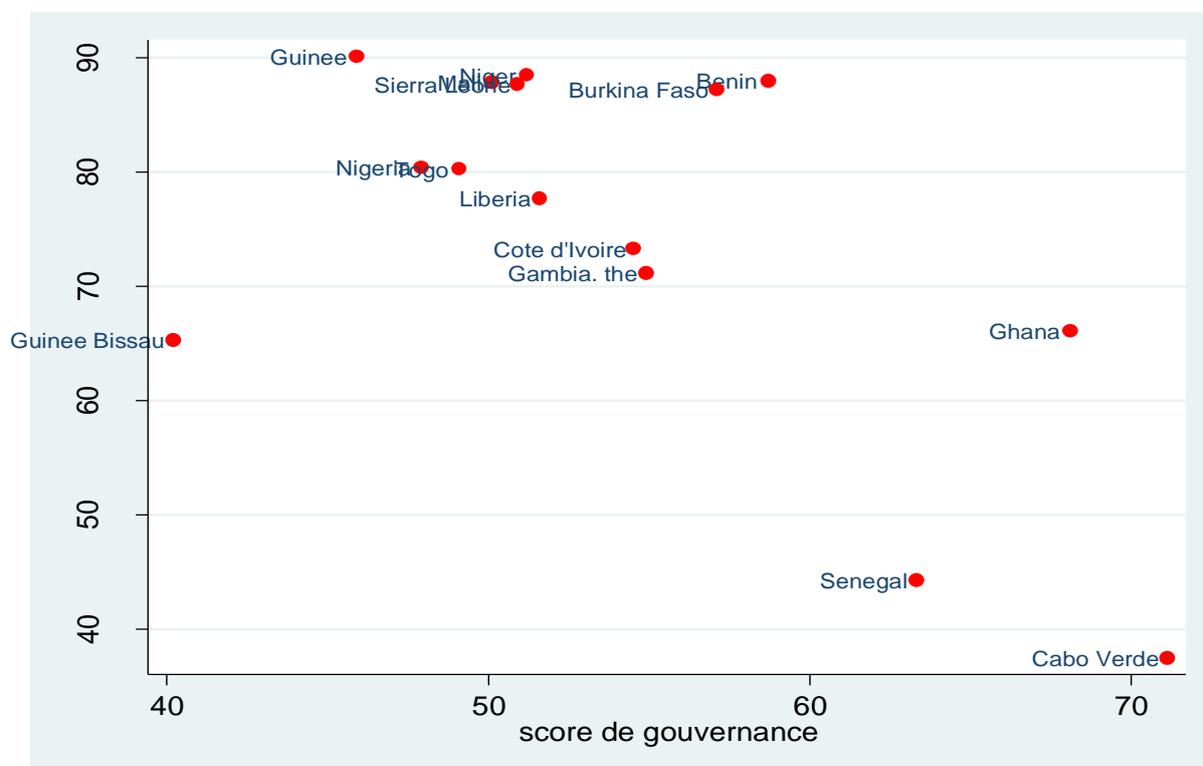
Figure A3 : Ratios d'endettement des pays de la CEDEAO en 2018 (% du PIB)



Source : CEA à partir des données du FMI (2018)

Figure A4 : Corrélation entre la proportion d'emplois vulnérables et les scores de gouvernance dans les pays de la CEDEAO

Les proportions d'emplois vulnérables dans les pays de la CEDEAO semblent être négativement corrélés aux scores de gouvernance des pays



Source : CEA à partir des données du PNUD (2017) et des indicateurs de gouvernance de Mo Ibrahim (2018)

Tableau A1 : Indice Mo Ibrahim de la gouvernance 2018 : Score global, rang et progrès

Le Cabo Verde réalise la meilleure performance en matière de gouvernance dans la région avec un score de 71,1. Il est classé 3^e au niveau africain. Le Togo, le Nigeria, la Guinée et la Guinée Bissau réalisent les performances les plus faibles avec des scores globaux inférieurs à la moyenne. La Côte d'Ivoire, 22^e au niveau africain, est le pays qui a réalisé, en 2018, les progrès les plus importants en matière de gouvernance. Son score s'est amélioré de 12,7 points.

Pays	Score global/100	Rang africain/54	Progrès
Cabo Verde	71,1	3 ^e	-0,8
Ghana	68,1	6 ^e	+0,9
Sénégal	63,3	10 ^e	+5,9
Benin	58,7	13 ^e	-0,1
Burkina Faso	57,1	16 ^e	+4,8
Gambia, the	54,9	21 ^e	+3,0
Côte d'Ivoire	54,5	22 ^e	+12,7
Liberia	51,6	23 ^e	+4,8
Niger	51,2	24 ^e	+5,6
Sierra Leone	50,9	26 ^e	+0,5
Mali	50,1	28 ^e	-4,0
Togo	49,1	30 ^e	+5,2
Nigeria	47,9	33 ^e	+2,8
Guinée	45,9	37 ^e	+6,1
Guinée Bissau	40,2	42 ^e	+0,9

Source : Mo Ibrahim 2018

Tableau A2 : Indice global de compétitivité des économies de la CEDEAO en 2018

Les économies de la région restent globalement peu compétitives. Le Ghana et le Cabo Verde, les deux premières économies de la région en termes de compétitivité ont des scores globaux de compétitivité à peine égaux à la moyenne, 51 et 50 respectivement.

Pays	Score global/100	Rang /140
Ghana	51	106 ^e
Cabo Verde	50	111 ^e
Sénégal	49	113 ^e
Côte d'Ivoire	48	114 ^e
Nigeria	48	115 ^e
Gambia, the	45	119 ^e
Benin	44	123 ^e
Burkina Faso	44	124 ^e
Mali	44	125 ^e
Guinée	43	126 ^e
Liberia	41	132 ^e
Sierra Leone	39	134 ^e

Source: The Global Competitiveness report 2018

Note : Données non disponibles pour le Niger, la Guinée Bissau et le Togo

Tableau A3 : Indice d'inégalités de genre (GII) en 2017

Pays	Score	Rang/160
Sénégal	0,515	124 ^e
Ghana	0,538	131 ^e
Togo	0,567	140 ^e
Burkina Faso	0,61	145 ^e
Benin	0,611	146 ^e
Gambia, the	0,623	149 ^e
Sierra Leone	0,645	150 ^e
Niger	0,649	151 ^e
Liberia	0,656	154 ^e
Côte d'Ivoire	0,663	155 ^e
Mali	0,678	157 ^e

Source : PNUD (2018)¹¹

Note : Données non disponibles pour le Cabo Verde, la Guinée, la Guinée Bissau et le Nigéria

¹¹<http://hdr.undp.org/en/composite/GII>